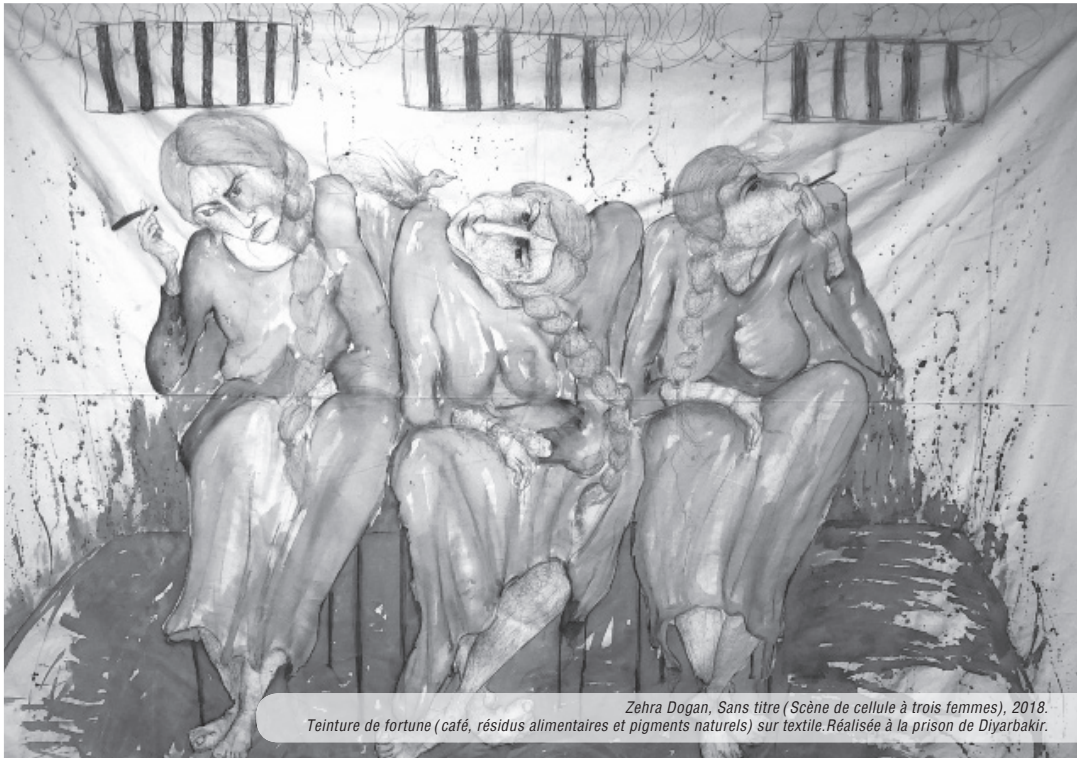


ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Zehra Dogan, Sans titre (Scène de cellule à trois femmes), 2018.
Teinture de fortune (café, résidus alimentaires et pigments naturels) sur textile. Réalisée à la prison de Diyarbakir.

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

KURDISTAN

Des terres divisées, une mémoire intacte

Le Kurdistan, qui désigne historiquement la région où vivent les Kurdes, est un pays abandonné à son destin en raison des intérêts politiques des États du monde. Autrefois, le Kurdistan constituait un ensemble géographique relativement unifié; au fil du temps, il est devenu un territoire divisé entre quatre États. Les différentes politiques menées à l'égard des Kurdes par ces quatre États, ainsi que la résistance des Kurdes à ces politiques, ont fait de la question kurde l'un des problèmes les plus importants et les plus complexes du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, la question kurde apparaît comme l'une des principales questions parmi les problèmes internationaux. Cependant, les intérêts économiques, politiques et militaires des différents États constituent l'un des principaux obstacles à une résolution durable et équitable de celle-ci.

Un peu d'histoire

Je vais vous parler d'une région du monde où les droits humains et la justice ont bien souvent été sacrifiés au nom des intérêts géopolitiques des États. C'est une région où les rivalités internationales et les calculs

stratégiques se renouvellent sans cesse. Cette région existe bel et bien sur le plan géographique, mais son nom n'apparaît sur aucune carte officielle du monde: le Kurdistan. Même s'il n'existe pas sur les cartes politiques, il continue d'exister dans la mémoire collective, la conscience historique et l'identité culturelle de millions de personnes qui vivent sur ses terres. Le territoire où vivent les Kurdes se situe au carrefour de régions qui ont toujours eu une grande importance dans l'histoire, l'Iran, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Mésopotamie et la Syrie. Il se trouve également sur d'anciennes routes de migration et

sur des axes stratégiques qui sont aujourd'hui devenus des endroits convoités pour leurs ressources énergétiques. C'est pourquoi cette région est, depuis des siècles, au cœur des rivalités entre les puissances régionales et internationales.

Après la Première Guerre mondiale, le 10 août 1920, le traité de Sèvres a été signé entre l'Empire ottoman et les puissances alliées – parmi lesquelles le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Japon, la Belgique, la Serbie, la Roumanie, la Grèce et d'autres États. Ce traité contenait des dispositions qui, sous certaines conditions, pouvaient ouvrir la voie à la création d'un Kurdistan indépendant. Mais ces dispositions n'ont jamais été appliquées. Puis, avec la signature du traité de Lausanne le 24 juillet 1923, le traité de Sèvres a perdu toute valeur juridique.

Au Kurdistan de Turquie

Avant le traité de Lausanne, un nouvel État turc était en train de se constituer sous la direction de Mustafa Kemal. À cette époque, le soutien des Kurdes était important. Des discussions ont donc eu lieu avec plusieurs personnalités kurdes, et différentes promesses ont été faites concernant la reconnaissance de leurs droits. Mais après la fondation de la République turque, ces droits n'ont pas été accordés. Le traité de Lausanne a permis à la Turquie d'obtenir sa reconnaissance internationale, tandis que les revendications natio-

nales des Kurdes sont restées sans réponse. Le Kurdistan est resté divisé entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Depuis près d'un siècle, la question kurde demeure l'un des grands enjeux politiques du Moyen-Orient. Aujourd'hui encore, de nombreux Kurdes défendent l'idée d'unifier les quatre parties du Kurdistan et de créer un État kurde indépendant, tandis que les États de la région s'y opposent.

Au Kurdistan de Turquie, l'un des premiers grands soulèvements fut celui de Koçgiri, du nom d'une région du Kurdistan, en 1921. Il fut violemment réprimé par l'État. Puis, en 1925, éclatait la révolte de Cheikh Saïd. Elle fut également rapidement écrasée, et Cheikh Saïd ainsi que quarante-sept de ses compagnons furent exécutés à Diyarbakır. En 1926 commençait la révolte de l'Ararat, qui dura près de quatre ans avant d'être réprimée en 1930 à la suite d'opérations militaires turques, dans un contexte marqué par l'attitude de l'Union soviétique et de l'Iran. En 1937 et 1938, lors de l'opération de Dersim, un très grand nombre de civils perdirent la vie. Certaines sources affirment que des gaz toxiques d'origine allemande auraient été utilisés contre des civils réfugiés dans des grottes. Après cette opération, Seyid Rıza, leader du mouvement pour l'indépendance du nord du Kurdistan, et plusieurs autres de ses compagnons furent exécutés. Par la suite, les Kurdes ont continué à mener différents mouvements de résistance, mais ceux-ci ont toujours été réprimés. En 1978, le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, était fondé, et ce fut le début d'un long conflit armé entre la Turquie et le PKK. Aujourd'hui encore, malgré plusieurs tentatives de paix et de dialogue, la question kurde n'a toujours pas trouvé de solution.

Au Kurdistan d'Irak

Des soulèvements y ont également eu lieu pendant de nombreuses années. Le mouvement dirigé par la famille Barzani a joué un rôle central dans la lutte contre le pouvoir central irakien. Même si les autorités irakiennes ont arrêté et exécuté plusieurs dirigeants de cette rébellion, elles ne sont jamais parvenues à mettre définitivement fin au mouvement. En 1988, des armes chimiques ont été utilisées à Halabja, provoquant la mort de milliers de civils. Après la guerre du Golfe de 1991, la mise en place d'une zone de sécurité a permis aux Kurdes d'établir de fait une administration autonome. En 2005, la nouvelle Constitution irakienne a officiellement reconnu le Gouvernement régional du Kurdistan comme une entité fédérale et autonome.

Au Kurdistan d'Iran

De nombreux soulèvements kurdes y ont également eu lieu à différentes époques, et la plupart ont été réprimés par l'État. En 1946, la République kurde de Mahabad était proclamée. Mais après le retrait de l'Union soviétique de la région, l'armée iranienne

a lancé une vaste opération militaire, repris le contrôle du territoire et la République a été rapidement renversée. Son président, Qazi Mohammed, ainsi que plusieurs de ses compagnons, ont été exécutés. Par la suite, d'autres mouvements kurdes sont apparus, et beaucoup d'entre eux ont également été réprimés par les armes. Aujourd'hui encore, la question kurde reste d'actualité en Iran.

Au Kurdistan de Syrie

À différentes périodes, plusieurs mouvements kurdes ont vu le jour et ont été réprimés par le pouvoir syrien avec le soutien de la France. En 2012, lorsque la guerre civile s'est intensifiée, les Kurdes ont mis en place une administration autonome au Rojava. Au même moment, Daech attaquait cette région, et les forces kurdes entraient en résistance. Kobané est alors devenu le symbole de cette résistance. Avec l'appui aérien de la coalition internationale, Daech a été largement repoussé. Au Rojava, un modèle d'administration autonome a été mis en place, fondé sur la coexistence de différentes communautés ethniques et religieuses. Les combattantes kurdes ont également attiré l'attention de l'opinion publique internationale. Mais, au fil des années, les nouveaux développements politiques en Syrie, l'évolution des rapports de force internationaux et le fait que le modèle du Rojava se présentait comme une alternative au capitalisme ont considérablement affaibli cette expérience. Les opérations militaires menées par la Turquie et le retour en force du gouvernement syrien ont ensuite largement mis fin à cette autonomie.

Depuis 2015

Sous l'influence notamment des événements du Rojava, des combats urbains ont éclaté

dans plusieurs villes kurdes de Turquie. Les affrontements entre les forces de sécurité turques et des groupes armés liés au PKK ont provoqué d'importantes destructions dans plusieurs districts. Selon les chiffres officiels, plusieurs milliers de personnes ont perdu la vie et des centaines de milliers d'autres ont été déplacées. D'autres sources estiment que le bilan réel est encore plus élevé. Ces conflits n'ont pas trouvé leur place dans les médias internationaux. Parmi les principales raisons figurent l'appartenance de la Turquie à l'OTAN, le fait qu'elle entretient d'importants accords militaires et économiques avec de nombreux États, ainsi que la mise en œuvre d'une forte activité diplomatique.

Pour ma part, j'ai vécu dans cette zone de guerre du premier au dernier jour de ces combats. En tant que témoin direct, j'ai participé à des manifestations contre la guerre. Devant les remparts historiques de Diyarbakır, avec des milliers d'autres personnes, nous demandions l'arrêt des violences, tandis que les forces de sécurité tentaient de disperser les manifestantes à l'aide de canons à eau et de gaz lacrymogènes. Ce que j'ai vécu ce jour-là m'a permis de mesurer, de mes propres yeux, les profondes blessures que la guerre laisse sur les êtres humains.

Necip Mansız*

* Necip Mansız est né à Van, au Kurdistan de Turquie. Il mène des recherches sur l'histoire médiévale du Kurdistan. Il est l'auteur de deux ouvrages en turc consacrés à l'histoire médiévale des Kurdes, ainsi que d'un ouvrage en kurde consacré aux contes populaires kurdes.
- Bir Ortaçağ Müellifinin Gözüyle Kürtler ve Yasadıkları Bölgeler (Les Kurdes et leurs régions d'origine vus par un auteur médiéval).
- Kürtler ve Mogollar: 13-14. Yüzyılda Kürt Cografyasında Mogol ve Timurlu İstilas (Les Kurdes et les Mongols: les invasions mongoles et timourides dans l'espace kurde aux 13e et 14e siècles).
- Afad: Çirok û Xebroşkên Serhedê (Afad: Histoires et contes de la frontière).

À l'attention de nos lecteurs et lectrices en Suisse

Dans l'édition suisse de ce numéro d'Archipel, vous trouverez deux invitations: le 15 septembre, le Cercle des amis de Cornelius Koch et le Forum Civique Européen (FCE) organisent à Berne un événement en faveur de l'abolition du «délit de solidarité». Les 10.000 signatures recueillies pour la pétition sur ce même thème seront ensuite remises au Parlement fédéral. Vous trouverez toutes les informations détaillées dans le supplément et sur le site Internet du FCE. Le 26 septembre aura lieu la manifestation nationale «Pas de frontières entre nous», organisée à Berne par «Solidarité sans frontières». Toutes les informations à ce sujet sont disponibles sur www.sosf.ch. Nous serions ravis que le plus grand nombre possible de personnes participent à ces deux événements. Par ailleurs, des rencontres de présentation des foyers de l'association l'AMI «Assistance aux Migrant-es pour l'Intégration» de Rabat au Maroc auront lieu le 4 octobre à Sainte Croix au Cinéma le Royal à 16h00 et le 9 octobre à Lausanne à la salle Pôle-sud, l'horaire étant encore à préciser. N'hésitez à nous contacter, par mail de préférence*, si vous voulez de plus amples renseignements ou si vous souhaitez organiser une rencontre pour soutenir les foyers d'accueil pour les femmes en migration à Rabat. Vous pouvez retrouver toutes les informations concernant les autres dates de cette tournée de rencontres de présentation des foyers de l'AMI sur le site du Forum civique Européen*.

La rédaction

* <ch@forumcivique.org>
<<https://forumcivique.org/>>

Le silence trompeur

Notre ami, l'écrivain Robert Prosser, s'est rendu au Soudan du Sud en février 2026. Dans cet article, il décrit, à travers ses rencontres avec des habitant·es de Juba, la capitale, la situation économique, sociale et politique dans laquelle iels vivent (ou survivent) là-bas.

Moses

Juste au-dessus des palmiers, des faucons fendent le ciel. À la tombée de la nuit – c'est là, selon Moses, la règle la plus importante –, on ne quitte plus l'hôtel clôturé. Entre les enceintes des ambassades et les ministères, dans le labyrinthe des cabanes en tôle ondulée, des soldats errent. Ils sont ivres, s'ennuient et n'ont pas été payés depuis des mois; à part leur uniforme, selon Moses, rien ne les distingue vraiment des gangs qui se sont partagé Juba. «*Cash is King*», dit la deuxième règle. Celui qui a des dollars en poche a l'avantage. La règle n° 3, «*Money talks*», fait office au Soudan du Sud d'une sorte de prière expéditive: on attribue au dollar le pouvoir de régler toutes les difficultés. C'est le plus jeune État du monde, un pays comptant 64 tribus, 64 langues – et une histoire douloureuse. En 2011, après des décennies de conflits, le pays a obtenu son indépendance du Soudan. De 2013 à 2018, une guerre civile y a fait plus de 400.000 morts.

Actuellement, les combats reprennent de plus belle dans les États du nord – le Haut-Nil, Unity et surtout Jonglei – entre les forces gouvernementales de Salva Kiir, dominées par l'ethnie des Dinka, et la *White Army*, une milice des Nuer proche de l'ancien vice-président Riek Machar.

Comme beaucoup d'autres, Moses a grandi dans un camp de réfugié·es. Pendant la guerre avec le Soudan, ses parents ont été séparés:

sa mère s'est exilée avec ses enfants en Ouganda, tandis que son père est mort prématurément à Khartoum. Moses ne l'a jamais vu; il ne se souvient que de coups de fil, d'une voix inconnue à l'autre bout du fil. Après des études en informatique, il est revenu s'installer avec sa mère. Son espoir de se construire une vie à Juba en tant qu'informaticien ne s'est pas concrétisé. Il n'y a pratiquement aucun moyen ici de suivre le rythme des évolutions technologiques mondiales; ses compétences, dit-il, lui semblent chaque jour plus lacunaires, plus dépassées. Il gagne parfois de l'argent en tant que «fixeur». Dans l'un des hôtels éparpillés un peu partout, il attend des clients. Des collaborateurs d'ONG internationales y font escale, en route vers Malakal, Wau ou Bentiu; au bar, des hommes d'affaires locaux côtoient ceux venus de Pékin. Moses propose ses contacts, ses connaissances et ses services de chauffeur.

La Toyota blanche est immatriculée au nom de sa mère. Son poste au Conseil national permet à ce 4x4 de bénéficier d'une plaque d'immatriculation très prisée, et le code alphabétique qui y figure permet à Moses d'échapper aux forces de l'ordre. Pendant la journée, les policiers bloquent les artères principales; ils font signe aux voitures, aux rickshaws ou aux motos-taxis, appelés «*bodas*», de se garer sur le côté, vérifient l'état des feux et des pneus, et infligent souvent une amende, payable en espèces. Ces opérations leur permettent de com-

penser leur salaire, qui n'a pas été versé depuis des mois. À la tombée de la nuit, ce sont à nouveau les soldats qui prennent position sur le terre-plein central. Eux aussi arrêtent la circulation et encaissent des *bakchich*. Mais Moses, après un coup d'œil à sa plaque d'immatriculation, est autorisé à passer: personne ne veut se frotter au gouvernement.

Pete

Parmi les clients du bar de l'hôtel, on trouve des hommes d'un certain âge, au physique athlétique. L'un d'eux se lance dans une tirade enthousiaste: «*L'Autriche, c'est Glock!*», et Glock offre une fiabilité incroyable pour un prix raisonnable, «*you just point and shoot*». Il dit avoir tiré des milliers de balles avec cette arme, aussi bien à l'entraînement qu'en mission. Pete est originaire de Newcastle. En tant que soldat, il a servi en Irak et en Afghanistan; depuis trois ans, il travaille comme agent de sécurité pour l'ambassade britannique. Il fréquente la salle de sport de l'hôtel et s'y attarde parfois pour prendre un verre. C'est toute sa vie sociale. Certes, on pourrait faire la fête tous les week-ends, avec du champagne et des DJ, ou suivre des cours de yoga ou d'aquarèlle. Mais la réalité est tout autre, la prospérité n'est qu'une illusion pour les Occidentaux. Son travail consiste à entretenir cette illusion pour les politiciens et les entrepreneurs qui se rendent au Soudan du Sud à l'invitation de l'ambassade. Certes, en tant que «*whiteface*», on a des possibilités à Juba, à condition de se montrer prudent: ne photographier rien ni personne sans permission, ne pas attirer inutilement l'attention sur soi, surtout pas celle des agents en civil du Service national de sécurité, et même si les fêtes sont tentantes, il faut veiller à rentrer chez soi suffisamment tôt. La première règle de Moses s'applique ici. Dès son arrivée, Pete a voulu en avoir le cœur net. Il est resté dehors jusqu'à minuit; deux ou trois fois, puis il a renoncé à cette bêtise. Tout



Street art à Juba, réalisé par les jeunes militant·es pour la paix d'Ana Taban. Photo: Ana Taban

peut t'arriver: enlèvement, vol, meurtre, et tout cela arrive bel et bien, pour cinq dollars, pour un smartphone. C'est la folie ici; en tant qu'étranger, on ne peut peut-être pas cerner le Soudan du Sud autrement qu'à travers ce genre de phrases.

Dans la nuit, deux coups de feu retentissent devant l'hôtel, l'un après l'autre. Le silence règne dans les rues environnantes; même au bar, on coupe la musique. Tout le monde tend l'oreille, attend. Des cris parviennent de loin; ce n'est que plus tard qu'on entend des sirènes.

Le pétrole, source de guerre et de pauvreté

Les lundis, mercredis et vendredis, les soldats bouclent largement le périmètre autour du Parlement et du tribunal; des pick-up équipés de mitrailleuses lourdes se postent aux carrefours. Trois fois par semaine, Riek Machar est jugé. Depuis plus d'un an, l'adversaire du président Kiir est assigné à résidence; il est notamment accusé de trahison et de crimes contre l'humanité. Des hommes armés traînent à l'ombre d'un arbre. Il y a, dit Moses, trop d'unités, on ne parvient plus à les distinguer. Il en va de même pour les ONG. Il désigne les SUV blancs, des 4x4 comme le sien, qui tentent de contourner les barrages en empruntant des routes de sable. Sur les portières, on voit les emblèmes de diverses agences de l'ONU, les logos du *Christian Relief Fund*, du CICR, de la *Mission Aviation Fellowship*. Ils sont tous là, dit Moses.

C'est à Rock City, un quartier situé sur la colline de Jebel Kujur, que se construit la nouvelle ambassade américaine. Une forteresse aux dimensions gigantesques s'élève au milieu des cabanes, entourée d'un mur de plusieurs mètres de haut. Trump, selon une blague qui circule à Juba, aurait l'intention de quitter Mar-a-Lago pour s'installer ici. La construction de l'ambassade est un signe de présence: le Soudan du Sud dispose de trop de pétrole pour qu'on le laisse, par exemple, à la Chine. Le pétrole représente 90 % des recettes de l'État et finance aussi bien l'appareil sécuritaire de Kiir que les milices de Machar. Alors que la majeure partie de la population vit dans la pauvreté, des milliards de dollars de prêts et de pots-de-vin circulent. Parmi les principaux investisseurs, on compte, en 2023, la *Deutsche Bank*, le Crédit Agricole et *Intesa Sanpaolo*; ils détiennent des participations dans des consortiums formés, à leur tour, par la *Chinese National Petroleum Company* (CNPC) et l'indienne *Oil & Natural Gas Corporation*. Pour citer Moses: «Ils sont tous là.» Jusqu'en 2003, l'OMV (compagnie autrichienne) était active aux côtés de *Petronas* et de *Lundin Oil AB*, mais s'est retirée des activités opérationnelles lorsque les crimes qui avaient rendu l'exploration possible ont été mis au jour. (En 2025, une procédure judiciaire à ce sujet contre les responsables de l'époque a été classée sans suite par le parquet de Vienne, car il n'a pas été possible de prouver sans l'ombre d'un doute qu'ils avaient connaissance des activités de l'armée.) Des villages rasés, dont les habitants ont été assassinés ou chassés, des récoltes brûlées et des puits empoisonnés: cette tactique consistant à détruire systématiquement toute structure civile alimente un cycle de violence qui perdure depuis des dé-

cennies. Les oléoducs traversent le Soudan, et les dirigeants de ce pays tirent eux aussi profit du pétrole. Mais les exportations sont de plus en plus difficiles depuis le début de la guerre au Soudan. Le fait que les soldats et les policiers ne reçoivent plus de salaire peut être le signe d'une baisse des bénéfices. Kiir a besoin de nouveaux gisements de pétrole; on soupçonne l'existence d'énormes réserves à Jonglei, la région actuellement en proie aux combats.

Une nouvelle guerre civile, qui risque d'embraser tout le pays, se profile à l'horizon. Les informations diffusées à la radio annoncent que l'Armée blanche tente d'avancer sur Juba. Dans les journaux et sur les réseaux sociaux, les chefs de milices se livrent à une surenchère, promettant d'abattre leurs adversaires «comme des poulets». À ce jour, plus de 280.000 personnes ont été chassées de Jonglei, s'ajoutant aux quelque 900.000 qui ont fui la catastrophe au Darfour pour passer la frontière. Ce n'est pas la seule raison pour laquelle la situation est extrêmement tendue. L'année dernière, Trump a ordonné l'arrêt de l'aide étrangère fournie par l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). Le pétrole est une chose, l'engagement humanitaire en est une autre. L'agence disposait chaque année de 40 à 60 milliards de dollars; c'était l'instrument phare du *soft power* américain pour construire des hôpitaux et mettre en œuvre des programmes de lutte contre le VIH. Selon les estimations, ces économies pourraient entraîner au moins 14 millions de décès dans le monde d'ici 2030. Au Soudan du Sud, les conséquences sont déjà visibles. Les services qui devraient normalement être assurés par un État fonctionnant correctement sont pris en charge par Médecins Sans Frontières ou le Programme alimentaire mondial; une grande partie de la population dépend de l'aide humanitaire pour la nourriture ou les soins médicaux. Aujourd'hui, bon nombre de ces organisations ne disposent plus du budget nécessaire pour poursuivre leur travail.

Un camp de réfugiés

L'ONG nationale *Women For Change* a également bénéficié du soutien de l'USAID. Elle se consacre principalement aux femmes déplacées, réfugiées et veuves de guerre. Anna Tazita s'est donné pour mission de leur offrir des conditions de vie sûres. Elle a fondé WFC il y a dix ans. Son action, dit-elle, consiste à avancer à petits pas. Or, c'est difficilement autrement qu'en avançant à petits pas que l'on peut changer la situation. Les cinq sites de WFC ont dû être réduits à trois. L'un d'eux se trouve à la périphérie sud de Juba, dans l'UN House, un camp pour personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP). Dans la brousse qui s'étend à perte de vue, il est presque impossible de le repérer. La plaque d'immatriculation de Moses poserait ici des problèmes. Plus de 30.000 personnes vivent dans le camp; la plupart appartiennent à l'ethnie des Nuer, la tribu de Machar, et considèrent le gouvernement comme l'ennemi. Mais le WFC dispose d'une plaque d'immatriculation qui est tolérée. À l'entrée, un poste de contrôle. Un garçon d'environ quinze ans jette un coup d'œil à l'intérieur de la voiture, vérifie le coffre, puis fait signe

de passer. Des enfants sont rassemblés autour d'un feu qu'ils ont allumé à côté de la piste poussiéreuse avec des déchets éparpillés un peu partout.

À l'entrée du centre d'accueil de WFC se trouve un panneau portant l'inscription «*Women and Girls Friendly Space*», accompagné des logos du HCR et d'*Irish Aid*, d'anciens partenaires qui ont mis fin à leur collaboration en raison de coupes budgétaires. L'équipe s'efforce de garantir une certaine autonomie avec les moyens restants. Les femmes qui viennent au centre suivent une formation de coiffeuse ou fabriquent du savon. Peut-être pourront-elles ainsi gagner un peu d'argent au marché. Elles cousent, tressent et ont la possibilité de discuter entre elles en toute tranquillité, à l'abri des murs en tôle ondulée. C'est un lieu sûr. Elles peuvent également confier leurs économies – ce qui reste des ventes au marché après avoir payé le riz ou le millet – au WFC pour qu'il les garde en sécurité.

Dans une cabane, un groupe de jeunes filles pleines d'entrain, âgées de douze à quatorze ans, est assis. Elles sont nées dans le camp, elles y ont grandi. Elles brodent des housses de coussins, tandis que les travailleurs sociaux leur expliquent comment se repérer dans le labyrinthe du camp. Ils leur rappellent de faire preuve de prudence. Cela fait écho aux paroles de Pete: il faut se tenir à l'écart des gangs, ne pas attirer l'attention. La collecte de bois de chauffage devient de plus en plus dangereuse. Récemment, il y a eu plusieurs «cas de bois de chauffage», c'est-à-dire des viols de femmes et de jeunes filles qui ont été agressées à l'extérieur du camp, alors qu'elles cherchaient du bois. On peut alors leur apporter un soutien, par le biais d'entretiens et en leur fournissant une aide médicale. Comme alternative et sorte de mesure de protection, on secoue les restes poussiéreux des sacs de charbon vides. Les fines particules sont broyées puis mélangées à du sable, de l'eau et de la farine de manioc pour former des boulettes, un combustible recyclé. Les commerçants ont identifié ce besoin: désormais, la poussière est également vendue. Mais grâce au WFC – une autre contre-stratégie –, il est possible d'allumer de petits foyers en argile. Deux boulettes de charbon suffisent déjà pour cuisiner, ce qui réduit les distances qu'il faudrait autrement parcourir pour se procurer du bois.

John, un employé du WFC, s'est réfugié dans le camp en 2014, pendant la guerre civile. Il ne pense presque plus à retourner dans son village: celui-ci serait devenu le théâtre d'une nouvelle guerre ou serait désormais entre les mains d'une compagnie pétrolière. Il nous guide à travers le camp par des sentiers étroits, entre les cabanes. De l'hôpital, géré jusqu'à l'année dernière par *International Medical Corps*, seule la maternité est encore en activité. Une rangée de latrines. Des tentes, montées à partir de bâches ou de draps rapiécés. Parfois une église ou une école, des cabanes plus grandes, au toit tressé de branches. Sur une route de sable, un convoi de la force internationale de maintien de la paix UNMISS (Mission des Nations unies au Soudan du Sud) passe. Des véhicules blindés blancs, derrière les vitres épaisses, des soldats de Mongolie ou de Corée du Sud qui saluent

amicalement de la tête. Les Casques bleus ont renforcé leurs patrouilles. La nuit, les attaques se multiplient. Des hommes armés font irruption dans le camp pour voler le peu qu'il y a ici. C'est comme avec les soldats et les policiers avec leurs barrages routiers: on essaie de se procurer un avantage, d'une manière ou d'une autre. La pauvreté, le vide des journées, tout cela peut vous briser. Selon John, il existe de nombreux mécanismes pour faire face à ce présent désastreux, ne serait-ce que la fuite dans l'héroïne. Ou dans le tramadol, la drogue la moins chère. Comme partout à Juba, cet opioïde synthétique est facile à trouver dans le camp. On ouvre les gélules, on mélange le contenu dans du soda ou du thé, et pendant quelques heures, plus de faim, plus de fatigue, on ne ressent plus la chaleur.

Des étals s'alignent de part et d'autre, des ateliers de couture équipés de machines à coudre Singer, un salon de coiffure; dans des casseroles, on fait cuire des gombos. Les choses ont tout de même un peu évolué pour le mieux, dit John. Ces commerces n'existaient pas autrefois; certains appartiennent à des femmes soutenues par le WFC. Pour changer les choses, il faut avancer à petits pas, explique Anna, sa supérieure. John sait par expérience ce que l'on ressent quand on n'en est même pas capable et qu'on ne peut, ni n'a le droit, de faire le moindre pas. Aussi

petit soit-il, c'est un pas en avant. C'est là que réside la véritable valeur de son travail: entretenir cette étincelle, cette conviction qu'on n'est pas totalement impuissant.

Un danger permanent

Ce sont des personnes déplacées, des survivantes de la guerre. Iels n'ont pas pris les armes, n'ont rejoint ni milice ni gang, mais ont choisi de se consacrer à l'aide humanitaire. En raison de la réduction des subventions de l'USAID, environ 30.000 ont désormais été licenciées. Dans un bar non loin de l'hôtel, une connaissance de Moses se creuse la tête quant à son propre avenir. Il y a quelques jours, Riya est revenue de Jonglei; elle cherche un nouvel emploi, pas nécessairement dans le secteur humanitaire. Car aussi grand que soit l'idéalisme, c'est désormais la deuxième règle qui prévaut: «*Cash is King*», malheureusement. Pour l'ONU, elle travaillait dans un dispensaire en pleine brousse et gagnait jusqu'à 500 dollars par mois, une somme considérable par rapport au salaire habituel d'environ 20 dollars, et qui lui était garantie. Riya est sous pression: comme pour beaucoup de personnes licenciées, en raison de la complexité des liens familiaux, elle a derrière elle des dizaines de proches qui dépendaient de son salaire pour subvenir à leurs besoins.

Le choc causé par la mort d'un collègue est profond. Peu avant son licenciement, il a été abattu lors d'une attaque de miliciens. Sur son smartphone, Riya montre une photo d'eux deux en train de pêcher pendant un après-midi de congé. Lui, dans le courant d'une large rivière, en train de rire. Elle parle de la brousse, de l'immensité dans laquelle même le Nil Blanc se perd. On ne peut, assure-t-elle, qu'être émerveillé face à cet immense pays, malgré tout. Devant le bar, des soldats font leur apparition. L'un d'eux semble sous sédatifs, il a sans doute pris trop de tramadol. Son fusil repose dans le creux de son bras, le canon pointé vers l'avant. Moses insiste pour qu'on parte, il faut s'en aller avant que les soldats n'aient l'idée d'emmener un de nous sous un prétexte fallacieux. Et de toute façon, il est déjà trop tard. Il y a deux cents mètres jusqu'à l'hôtel, mais Moses insiste pour prendre la voiture; dans l'obscurité, même cette courte distance est trop dangereuse. Les maisons et les cabanes tout autour, les sentiers qui bifurquent, et il désigne les silhouettes de personnes, à peine reconnaissables: «*Now they are crazy*».

Robert Prosser*

* Cet article a été publié en avril dans le journal de rue tyrolien 20^{er} et fin mai dans *Spectrum*, un supplément hebdomadaire du quotidien autrichien *Die Presse*. Robert nous a proposé de le publier également dans Archipel. Un grand merci!

ANTIFASCISME: APPEL À LA SOLIDARITÉ AVEC GINO

L'«Affaire de Budapest», un cauchemar qui se poursuit...

Le 19 août dernier a eu lieu l'audience de notre camarade et ami Gino devant la cour d'appel de Paris, qui s'est prononcée favorablement à son extradition vers l'Allemagne sous 10 jours.

Pour celles et ceux qui ne connaissent pas l'affaire Budapest, Gino est accusé par la Hongrie – avec une dizaine d'autres personnes – d'avoir participé à des violences contre des néonazis en 2023, dans le cadre d'un défilé d'extrême droite organisé chaque année à Budapest en Hongrie: le « jour de l'honneur » qui réunit environ un demi-millier de nazis, commémore l'alliance entre soldats de la Waffen-SS et militaires hongrois lors du siège de l'armée rouge à l'hiver 1945, lorsque la dictature hongroise était l'alliée d'Hitler. Certaines prétendues victimes sont des militants d'extrême droite de nationalité allemande.

Suite à un premier mandat d'arrêt européen émis par la Hongrie, Gino avait déjà été détenu en France plusieurs mois à partir de novembre 2024. Si Gino et d'autres camarades étaient extradés, ils risquaient jusqu'à 24 ans d'emprisonnement en Hongrie. Après une longue bataille, la cour d'appel de Paris avait refusé cette extradition estimant que les risques de jugement inéquitable et de mauvaises conditions de détention étaient trop importants. Notre camarade avait donc été remis en liberté sous contrôle judiciaire. Le 16 décembre 2025, Gino a été arrêté par les agents de la Sous-direction antiterroriste de la police judiciaire (Sdat) suite à l'émission par l'Allemagne d'un mandat d'arrêt européen à son encontre et placé en détention. Il ressortira deux semaines plus tard, mais s'en suit un acharnement judiciaire qui n'en finit pas. La cour décide de reporter sans cesse le délibéré concernant le mandat d'arrêt émis par l'Allemagne.

Mais ce 19 août, les juges ont cédé aux pressions de l'Union européenne et d'Europol, bafouant tous les principes de l'indépendance de l'institution judiciaire et des principes de liberté fondamentale.

Avec l'aide de nos avocats, nous faisons appel de cette décision devant la Cour de cassation, qui aura 40 jours à compter du pourvoi pour se prononcer définitivement.

Il est plus que nécessaire de se mobiliser massivement et de montrer votre soutien de toutes les manières possibles (communiqués de soutien, banderoles, affichages, rassemblements devant les ambassades, etc.) pour éviter à Gino une extradition imminente.

Ne lâchons pas la pression et poursuivons notre travail de solidarité: Gino ne doit pas être extradé.

Le comité Solidarité Budapest

La musique en temps de guerre

Le groupe transcarpatien *Hudaki Village Band*, fondé il y a 25 ans par notre correspondant Jürgen Kräfter, a donné au début de l'été plusieurs concerts de solidarité en faveur des victimes de la guerre à Lviv, Zaporijjia et Kriviy Rih. Dans leur musique traditionnelle, la tradition vocale slave, les mélodies roumaines, les rythmes juifs et le tempérament des Roms se fondent en un mélange culturel local plein de vie qui s'est développé au fil de siècles de cohabitation.*

Remarque préliminaire: j'écris ce reportage au lendemain d'une nouvelle attaque de la Russie contre l'Ukraine. En moins d'une semaine, plus de 50 civil·es ont été tués, des familles entières ont été décimées. À l'étranger, on ne parle pratiquement plus des attaques contre les villes proches de la frontière, telles que Tchernihiv, Soumy ou Kharkiv.

Préparer à la vie

Le premier jour de notre voyage, nous avons donné un concert dans la grande clinique privée pour blessés de guerre *Superhumans*, située à la périphérie de Lviv. Ce n'était pas notre première représentation devant des soldats gravement blessés, mais *Superhumans* est un lieu à part. Fondé en 2022 par de riches entrepreneurs ukrainiens, ce centre de rééducation destiné aux militaires et aux civil·es accueille en permanence environ 200 patient·es, et en reçoit de nouveaux chaque

jour. Bien sûr, nous avons un peu peur de rencontrer autant de personnes mutilées par la guerre. La première impression est d'ailleurs accablante: partout, des hommes et un nombre inattendu de femmes, à qui il manque un, deux, voire trois membres, parfois tous. Certain·es ont déjà des prothèses, d'autres pas encore. Mais le travail de l'équipe de docteur·es et d'accompagnant·es de *Superhumans* crée une ambiance extrêmement détendue et positive, qui s'est également transmise à nous. En entendant les éclats de rire depuis les balcons, nous ressentons un profond respect et de l'affection, un contraste saisissant avec le fonctionnement habituel des hôpitaux ukrainiens. *Superhumans* a beaucoup à offrir aux blessés: une préparation psychologique et physique à la vie avec des prothèses, ainsi que de la kinésithérapie, avec accès à une piscine.

Les prothèses sont fabriquées et ajustées sur place. Depuis peu, on y pratique même des

greffes du visage. Parmi les conseillers médicaux figurent des médecins de renom venus d'Europe et des États-Unis. La clinique bénéficie du soutien de nombreux mécènes étrangers et ukrainiens, tels que Howard Buffett et Richard Branson (Virgin). Afin de préparer les patient·es à leur retour à la vie quotidienne, diverses formes de créativité individuelle et collective sont proposées, dont la musique. Une équipe composée de patient·es et de soignant·es a enrichi plusieurs de nos chansons de rythmes électroniques et, à la fin de notre concert, nous avons donné un petit aperçu de ce travail en commun, ce qui a beaucoup plu à toutes les personnes présentes.

Près du front

Depuis Lviv, nous avons parcouru 1000 km vers l'Est jusqu'à Zaporijjia. Après avoir contourné la ville de Dnipro on sentait que le front était proche. Il n'y avait pratiquement que des véhicules militaires sur la route et le grand poste de contrôle situé à environ 10 km de la ville était protégé des drones par des filets. Mais le lendemain matin, la ville nous a accueilli·es dans une ambiance animée. C'étaient les derniers jours d'école; sous un soleil radieux, les rues étaient remplies d'adolescent·es joyeux·ses et en tenue de fête, et les cafés et restaurants étaient bondés. Nous avons eu de la chance: même si les alertes aériennes se succédaient presque sans interruption, nous n'avons pratiquement pas subi d'attaques directes pendant les deux jours et demi que nous avons passés dans cette ville industrielle. Le front ne se trouve qu'à 30 km plus au Sud. Une chaîne Telegram fournit des informations en temps réel sur les dangers imminents, ce qui nous a permis d'être constamment au courant¹.

Il y a encore deux ou trois mois, la situation était très grave, nous ont raconté les habitant·es. À cette époque, on pouvait voir, simultanément, plusieurs drones voler dans différentes directions, puis suivre en direct les impacts. Des drones FPV détruisaient des voitures en marche en plein centre-ville. Des bombes planantes détruisaient des immeubles entiers.

Malgré le danger permanent, de nombreux réfugié·es provenant des territoires occupés, notamment du sud de l'Ukraine, vivent à Zaporijjia. C'est pour ces personnes que nous avons donné notre premier concert, organisé par Caritas local. Pour ces gens du sud de l'Ukraine, notre musique transcarpatienne est complètement exotique, ce qui n'a toutefois pas entamé leur enthousiasme.

Un regard complètement vide

Le lendemain, nous avons vécu une expérience inoubliable: notre première collaboration avec les *Cultural Forces*², une unité officielle de l'armée ukrainienne.

Dans un grand abri, nous avons donné un concert devant une cinquantaine de soldats d'un régiment d'assaut. Heureusement, nos collègues, eux aussi musicien·nes et qui exercent ce métier depuis 2022, nous ont aidés, car cela n'a pas été facile. Ce n'est qu'après coup que j'ai entendu parler du «2000-Yard Stare», et pour environ un tiers des soldats présent·es, pour la plupart jeunes, cette expression était tout à fait appropriée: un regard complètement vide trahit un épuisement psychique extrême. Le régiment combat depuis des an-



En 1945, l'artiste américain Thomas C. Lea a intitulé cette œuvre *Two-Thousand Yard Stare* (Le regard perdu dans le vide); elle est devenue le symbole du regard absent des soldats gravement traumatisés.

nées sur les secteurs de front les plus chauds: Kharkiv, Bakhmout, Avdiïvka, Koursk, Houliâïpole. Et pourtant, à la fin de notre concert de quarante minutes, le contact a été extrêmement chaleureux. Nous les avons invité·es à venir chez nous pendant leur permission, qui sait si l'un·e ou l'autre ne se présentera pas un jour. Pourvu qu'ils puissent vivre la fin de la guerre. Nous n'avons bien sûr pas été autorisé·es à prendre de photos de ce concert. Les musicien·nes et autres artistes de *Cultural Forces* se rendent dans les unités situées tout près de la ligne de front. Notre connaissance nous a parlé de petits concerts organisés dans des tranchées couvertes.

De Zaporijjia, nous avons poursuivi notre route vers Kryvyi Rih, la grande ville sidérurgique du sud de l'Ukraine. La route directe passe par Nikopol, sur le Dniepr, trop près du front; les voitures civiles y sont souvent détruites par des drones russes, nous avons donc préféré faire un petit détour. Kryvyi Rih est une grande ville, avec une industrie lourde et des mines de fer à perte de vue, tout en conservant un caractère provincial. Le centre-ville était bondé de jeunes en fête pour le dernier jour d'école; nous avons eu du mal à trouver un endroit où déjeuner. Et pourtant, les destructions sont visibles partout.

Le légendaire centre culturel alternatif *Shelter Plus* était lui aussi bondé en cette chaude journée de début d'été. Nous y avons rencontré des personnes partageant les mêmes idées, avec lesquelles nous espérons avoir à nouveau l'occasion de collaborer bientôt. Cette grande équipe s'engage de multiples façons, notamment dans le théâtre pour la jeunesse et, depuis 2022, dans l'accompagnement des réfugié·es. Depuis, ils ont confié le travail social aux services publics.³

En quittant Kryvyi Rih, nous nous sommes perdu·es dans l'une des zones industrielles; le GPS était perturbé et essayait de nous faire croire que nous étions au Pérou. C'est là une illustration de l'humour propre à la guerre électronique ukrainienne. Ce système de brouillage, qui fonctionne très bien, s'appelle «Lima Quant» et il offre une protection partielle contre les drones et les bombes planantes russes.

Jürgen Kräftner
membre FCE - Ukraine

* Le groupe *Hudaki Village Band* a sorti son 6^e album, *Hey Dole*. Il est disponible sur <hudakivillageband@gmail.com>.

1. <https://t.me/eyes_everywhere_ua>.

2. <https://culturalforces.org/en/>

3. <https://shelter-plus.com/eng>

UKRAINE/ROMS

Un reportage sur place

Début août, une délégation du Forum Civique européen (FCE) s'est rendue en Transcarpatie, à l'ouest de l'Ukraine. L'un des moments forts de notre séjour a été la visite de l'initiative rom ROMEN, dirigée par Rada Kalandija, à Moukatchevo.

Au début de la guerre, Rada avait fui son lieu de résidence dans le Donbass pour se réfugier en Transcarpatie avec son mari, sa fille et d'autres membres de sa famille.

Comme elle s'était déjà engagée pour sa communauté à l'Est, en tant que Romni et militante des droits humains, l'organisation rom ukrainienne Chiricli lui a demandé si elle pouvait intervenir en tant que médiatrice et travailleuse sociale au sein du grand campement rom («Tabor») de Moukatchevo. La plupart des plus de 15.000 personnes qui y vivent sont plongées dans une extrême pauvreté: stigmatisées, souvent sans papiers et sans accès à l'éducation. Les soins médicaux ne sont pas assurés et les droits humains fondamentaux sont bafoués.

Depuis son arrivée, Rada s'efforce d'apporter des changements durables et a fondé un centre de conseil et de soutien destiné principalement aux femmes roms.

Communes solidaires

Andreas Schwab, maire de Bremgarten près de Berne, faisait partie de notre délégation. En septembre 2025, il avait personnellement invité Rada dans sa commune qui souhaitait nouer un partenariat avec un projet en Ukraine, afin de présenter son initiative et de lui remettre une subvention. Par la suite, trois

autres communes de la région de Berne se sont engagées dans le même sens. Un contrat a été conclu entre ROMEN et le FCE concernant l'utilisation des fonds collectés, qui transitaient par le compte du FCE. Une première partie des fonds a été consacrée à l'approvisionnement en eau – il n'existait jusqu'alors aucun système d'eau potable dans le village. Vingt forages ont ainsi été réalisés et autant de pompes à main installées – un grand progrès obtenu avec des moyens simples. Le dernier forage a été réalisé à l'occasion de la visite de notre délégation. Nous avons pu observer directement sur place, à de nombreux endroits, ces pompes à eau potable accessibles au public et nous rafraîchir brièvement sous la chaleur estivale.

La deuxième partie des fonds est utilisée pour le travail quotidien de Rada et de son équipe: cours d'alphabétisation pour les enfants, conseils juridiques, sensibilisation, notamment des femmes et des jeunes filles, à leurs droits.

Le représentant régional de l'ombudsman ukrainien, Andriy Kryuchkov, s'est joint à notre rencontre avec Rada et son équipe. Il a rendu compte en détail de la situation difficile des Roms en Transcarpatie et de ce qui concerne sa fonction officielle. Sa mission consiste à informer le Parlement des viola-

Olena Zashko est journaliste vidéo au *Kyiv Independent*. Son compagnon est soldat au front. Elle décrit dans cet article ce que cela signifie pour elle au quotidien.

«Être la compagne d'un soldat, c'est accepter la situation telle qu'elle est. Mais on ne s'habitue jamais à la peur. Il y a l'appartement où tu vis, avec ton chat, un papillon de nuit dans les flocons d'avoine sur l'étagère et quelques plantes d'intérieur. Mais la peur de la mort t'accompagne en permanence. Elle est assise à côté de toi sur le tabouret de cuisine et prend son petit-déjeuner avec toi. La mort se tient derrière toi pendant que tu fais la vaisselle. Elle t'attend avec le chat derrière le rideau de la salle de bains pendant que tu te laves les cheveux. Elle s'allonge à côté de toi sur le grand lit double pour dormir. Tu ne la vois pas, mais tu sens constamment sa présence.

Elle sait ce qui te fait peur. Parfois, elle envahit toute la pièce. À tel point que tu as l'impression qu'il n'y a plus de place pour toi.

C'est une partenaire toxique qui ne te laisse pas un instant de répit. Même quand tout va bien, elle ne manquera pas de te tapoter doucement l'épaule et de te murmurer: «Tu as vérifié si les deux cochons sur WhatsApp sont passées au bleu? Ah bon, elles ne sont pas bleues, et il était en ligne il y a quelques heures. Non, je ne veux rien insinuer, mais tu comprends bien ce que je veux dire.»

Il faut prendre ses distances avec les personnes toxiques. Et c'est ainsi que tu essaies de lui échapper. Si tu n'y parviens pas, tu lui parles et tu avances des arguments. Et pendant quelques heures, elle se tait. Mais tu le sais très bien: elle est assise ici même, sur cette chaise, et elle ne te quittera jamais.»

Olena Zashko*

* Olena Zashko est une de nos chères amies, une personne extraordinaire et courageuse qui, avec son collègue Francis Farrell, couvre pour le *Kyiv Independent* l'actualité depuis les zones de guerre en Ukraine. Tous·tes deux prennent ainsi de réels risques. Leurs reportages sont en anglais et nous les recommandons vivement. Voici l'un de leurs derniers reportages vidéo depuis Kostyantynivka, dans le Donbass: <https://www.youtube.com/watch?v=DXYbiz_xVg>.
Et voici leur documentaire sur le travail des médecins ukrainien·nes en première ligne (sous-titres en anglais): <https://www.youtube.com/watch?v=SVxY5ihyVnA>.

tions des droits humains et du non-respect des droits fondamentaux élémentaires, ainsi qu'à appeler les différents acteurs à agir. Son équipe a publié un «atlas», consacré aux Roms de Transcarpatie, qui dénonce leur misère et leur exclusion et réclame des mesures concrètes.

Notre voyage a duré environ une semaine et nous avons également rendu visite à diverses initiatives de la société civile qui s'engagent en faveur des réfugié·es provenant des zones de guerre. Nous avons discuté avec de nombreuses personnes et écouté leurs récits. Elles ont apprécié notre visite, car elles ont senti qu'elles n'étaient pas oubliées, même à l'étranger. C'est profondément ému·es et impressionné·es que nous sommes rentré·es – dans notre paix trompeuse.

Michael Rössler
Membre du FCE - Suisse

Nous avons perdu le contact avec nous-mêmes

Rami Abu Reda (49 ans) vit avec sa femme et ses quatre enfants dans une tente du camp d'al-Mawasi, au sud de la bande de Gaza. Les maisons que Rami avait construites à Gaza dans le cadre de son métier d'architecte ont été détruites depuis longtemps. Tout comme la sienne, et celle d'avant, qui avait déjà été rasée en 2014.

Face à l'absence de miroirs

Une étrangeté douloureuse:

Cela fait longtemps que nous n'avons pas vu nos visages!

Ce n'est pas que nous évitions de nous regarder dans le miroir.

C'est plutôt que le miroir lui-même a disparu des détails de notre quotidien.

Pas de salle de bains,

pas de miroir au-dessus du lavabo.

Pas de chambre à coucher avec une armoire à miroir.

Pas de couloir avec une commode à l'entrée qui «nous» encadre, nous accueille et nous rappelle que nous sommes dans la vie.

Au fil des expulsions incessantes, nous avons perdu notre visage, passé des jours et des semaines à nous laver avec l'eau du désir, à essuyer notre sueur avec des chiffons poussiéreux, à nous peigner les cheveux avec des

doigts tremblants plutôt qu'avec une brosse.

Parfois, une semaine entière s'écoule avant qu'un petit miroir de poche, sorti d'un pli oublié d'un sac à dos, ne tombe entre nos mains,

Tu finis par le dénicher pour te regarder – et tu es sous le choc.

Le visage qui te fixe n'est pas celui que tu connais.

Le bronzage de ta peau n'est pas celui d'un baiser du soleil, mais plutôt une croûte sèche et triste.

De nouvelles rides sont apparues, à l'insu de tous, en secret.

Et les cernes sous nos yeux ressemblent aux ombres de nos tentes fatiguées.

Nos traits ont changé – comme si la douleur nous remodelait chaque jour.

Nous nous regardons fixement et nous demandons, pris de panique: qu'avons-nous fait pour en arriver là?

Quelle est donc cette guerre qui nous prive même de notre apparence?

Comment en sommes-nous arrivés là? Nous n'avons pas vieilli au fil des années, mais dans le deuil.

Face à la guerre, les miroirs peuvent sembler un luxe superflu, mais en réalité, ils sont un fragment de notre patrie. Lorsque nous avons quitté notre foyer, nous ne savions pas que nous allions également perdre le lien avec nous-mêmes.

Et c'est ainsi que nous vivons chaque jour, étranger·es à notre propre moi,

ne le voyant qu'occasionnellement –

découvrant à chaque fois une nouvelle grimace,

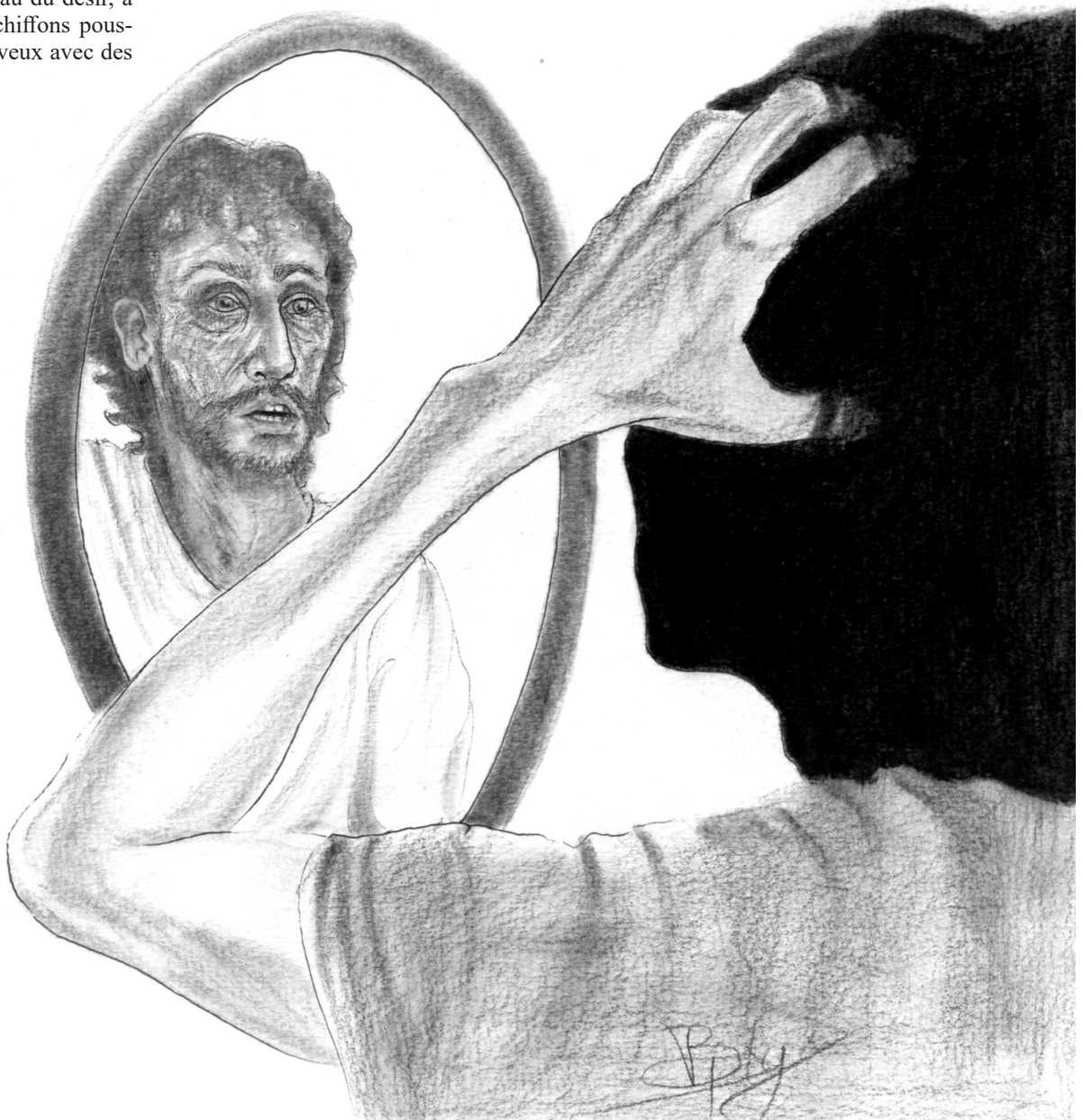
un nouveau visage trahi par la vie,

mais qui tente encore de sourire.

Nous sommes devenus étranger·es à notre moi, et à nos miroirs, si tant est que nous ne les ayons pas déjà perdus depuis longtemps.

Rami Abu Reda*

*Rami Abu Reda est architecte, mais il écrit (le plus souvent la nuit) pour opposer quelque chose à l'impuissance face à la guerre. Ce texte a été publié en octobre 2025 dans la *Berliner Zeitung*. Rami Abu Reda nous a demandé de le traduire en français et de le publier dans Archipel.



Dessin Basile Poty, Août 2026